

## LE SOLDAT DE L'OMBRE

### *Hommage d'Henri Lepage à Jacques Lovergne*

Il y a, bien sûr, les Prix Nobel pionniers de la pensée libérale, les professeurs qui publient de savants livres, les journalistes engagés, les commentateurs anonymes, les chefs d'entreprises et leurs cadres aux avant-postes du combat pour une économie libre, sans oublier les indispensables militants de l'action associative... Il y a aussi les « soldats de l'ombre » de la pensée libérale, ceux qui, noyés dans le nombre, s'efforcent malgré tout de maintenir la présence d'une authentique conscience libérale, au cœur même des rouages castrateurs de l'une des plus puissantes bureaucraties du monde, la nôtre. Ne les oublions pas. C'est à l'un d'entre eux, malheureusement décédé à l'âge de 62 ans, aux premiers jours de cette année, que j'aimerais ici rendre hommage.

Tous ceux qui, dans les années 1990, ont participé aux activités de l'ALEPS, aux rencontres et séminaires d'EURO 92, ou partagé la grande expérience (bien trop courte malheureusement) d'Idées-Action aux côtés d'Alain Madelin (dont il fut l'un des conseillers techniques ministériels), l'ont certainement rencontré, ou du moins croisé, même si, du fait de sa très grande discrétion, ils n'ont pas toujours retenu son nom. Il s'agit de Jacques Lovergne, un haut fonctionnaire du ministère de l'Économie et des Finances qui a fait la plus grande partie de sa carrière à Bercy, mais également à Bruxelles où, à titre de représentant de l'Administration française, il a fréquenté tous les couloirs de la Commission, du Conseil et du Parlement européen.

C'est au milieu des années 1980, à sa sortie de l'ENA, que j'ai fait sa connaissance, à l'époque où Bernard de La Rochefoucauld et Jacques Defforey (de Carrefour) lançaient l'Institut La Boétie, sans doute l'un des tout premiers *think tanks* français s'inscrivant dans une logique libérale. Certes, l'Institut la Boétie (qui, depuis, s'est métamorphosé en Institut Montaigne) n'était pas à l'avant-garde de la pensée dite « ultra-libérale » mais ses séminaires sur la concurrence, les privatisations, la libéralisation des services publics eurent, au moins, le mérite d'offrir une première caisse de résonance aux idées et analyses de la Nouvelle Économie en direction d'un petit nombre de fonctionnaires à l'esprit plus ouvert, parmi lesquels figurait Jacques Lovergne.

À l'époque, il travaillait à la DGCCRF, la célèbre Direction de la Concurrence au ministère des Finances. Pour ma part, c'était la phase où je préparais la sortie de mon livre *Pourquoi la propriété* et pendant laquelle je développais mes recherches sur la manière dont les dernières approches de l'économie institutionnelle conduisaient à remettre en cause le cadre théorique sur lequel se construisaient à Bruxelles les grands principes de la nouvelle législation européenne anti-trusts. C'est ce sujet de la concurrence qui nous a rapprochés.

Au cours de nos discussions, je lui parlais d'Hayek et de Buchanan, de leur conception du droit, leur philosophie de la concurrence, leur critique du fait étatique. Je lui expliquais comment l'approche économique des droits de propriété à la Coase ou à la Demsetz faisait littéralement exploser la manière traditionnelle de penser le problème de la réglementation des marchés. De son côté, il m'apportait l'expérience d'un praticien branché sur les cas test les plus emblématiques de l'actualité en matière de concurrence et de réglementation publique.

Homme de dialogue doté d'une grande curiosité intellectuelle mais aussi d'une sensibilité certaine à toutes les questions qui caractérisent l'essence d'une attitude libérale face aux problèmes des économies et sociétés complexes, Jacques Lovergne ne répondait en rien à l'image traditionnelle du bureaucrate engoncé dans les fausses certitudes d'un politiquement correct universellement médiatisé. À cet égard, rien n'est plus révélateur que la manière dont il décrit, après vingt années d'immersion professionnelle dans le dédale des institutions bruxelloises, les dérives, dévoiements et dysfonctionnements qui, en définitive, caractérisent la réalité de l'actuelle « construction » européenne.

Quelques mois avant son décès, Jacques Lovergne a en effet publié un petit livre – écrit en français et en allemand, et publié sous le patronyme de Didier Modi – qui rassemble les observations et réflexions recueillies en raison de son travail comme « supplétif de la Commission » (comme il se définissait lui-même) pour vérifier la bonne application de sa politique au sein d'une administration nationale. Avec pour titre : *Le rêve européen, Autopsie d'un cauchemar*<sup>1</sup>, c'est en quelque sorte son testament politique et intellectuel, un avertissement qu'il envoie, à la veille de sa disparition, à tous les Européens pour les mettre en garde contre ce qu'il décrit, dès sa première page, comme « une sorte de conspiration universelle du mensonge contre la vérité ».

Nous connaissons tous les critiques dont les institutions européennes font couramment l'objet et qui nourrissent la résurgence de courants populistes nationaux de moins en moins boudés par les urnes : leur dérive bureaucratique, le transfert de toujours plus de compétences aux bénéficiaires des technocrates bruxellois et autres instances supranationales, au nom d'un impératif de toujours plus d'Europe, toujours plus d'intégration, toujours plus de fédéralisme qui nous serait imposé pour faire face aux défis de plus en plus nombreux auxquels l'Union européenne se trouve confrontée.

Nous connaissons les manifestations les plus absurdes de cette dérive (comme ces règlements qui prétendent dicter le rayon de courbure autorisé des concombres, la taille des bananes, la construction des niches à chiens, ou encore le débit d'eau de nos toilettes). Mais ce que nous connaissons moins ce sont les mécanismes qui en sont responsables. Pour bien les comprendre, il faut être quelqu'un qui soit déjà du métier, qui ait une bonne expérience interne des rouages de la décision politique et bureaucratique, et, en même temps, bénéficie

(1) Didier Modi, *Le Rêve européen, Autopsie d'un cauchemar / Der europäische Albtraum. Ein Projekt wird seziert*, éd. Europolis, Berlin, 2017 (13 euros, en vente sur le site [edition-europolis.com](http://edition-europolis.com)).

d'une formation intellectuelle qui lui permette de s'en distancier suffisamment, les deux qualités que Jacques Lovergne possédait.

Le résultat est une critique au peigne fin, sans complaisance, des modes de fonctionnement des deux principales institutions bruxelloises, la Commission et le Parlement européen. Mais il est surtout la mise en lumière d'un paradoxe : la Commission vide de tout contenu le principe de subsidiarité dont elle se réclame très officiellement (ainsi que les différents concepts de gouvernance partagée qui en découlent) en raison de la peur quasi-panique de la fraude et de la défiance qu'elle ne cesse de nourrir à l'égard des administrations nationales chargées de la mise en application de ses décisions.

« Tout le système de gestion du budget communautaire, remarque ainsi Jacques Lovergne, est fondé aujourd'hui sur l'empilement des contrôles afin de refaire les vérifications effectuées par les niveaux inférieurs pour s'assurer qu'elles ont été bien menées... La conséquence est que tous les leviers de pouvoir sont entre les mains des fonctionnaires de la Commission... La dure réalité de la sujétion et de la subordination des administrations nationales aux administrations communautaires est à peine masquée par les faux semblants, les illusions de la concertation et des choix sémantiques qui entretiennent le mythe de la coopération entre les deux entités ». Il sait de quoi il parle, l'une de ses principales missions ayant précisément été de contrôler la façon dont les contrôles de Bruxelles sont mis en œuvre dans l'application des décisions communautaires par les administrations nationales.

Il n'est peut être pas très libertarien de défendre un corps de fonctionnaires contre l'emprise d'un autre corps de fonctionnaires. En tant que libéral, il me semble néanmoins que cette mise à nu de l'hypocrisie des institutions de Bruxelles quant à la manière dont elles mettent en pratique les principes les plus fondamentaux censés les inspirer est un acte majeur dont il faudrait espérer qu'il permette un jour de remettre la construction européenne sur la bonne voie. Une voie libérale dont Jacques Lovergne dessine les contours dans ses dernières pages, et dont s'inspirent les récentes propositions de Markus Kerber, le patron allemand des Éditions Europolis qui ont publié l'ouvrage.

Un ami, Jacques Lovergne, est parti. Nous le regrettons. Espérons que son message, lui, demeure.